Actualités politiques de l'île de La Réunion.

2010-2011

La vie politique reste marquée par le tournant politique de mars 2010 avec les élections régionales, qui avaient modifié la majorité politique. Didier Robert remplaçait alors Paul Vergès à la direction du conseil régional. L'ile de La Réunion rompait avec douze années d'une présidence dominée par le Parti Communiste Réunionnais. C'est dire si les scrutins des cantonales de 2011 étaient attendus afin d'évaluer l'impact des régionales sur le devenir politique de l'île. Depuis ce scrutin qui opère une bascule dans le paysage réunionnais, la vie politique n'a pas connu de pause au sens où chacun peut l'entendre c'est à dire une cessation, un arrêt, des silences. En politique, on n'interrompt pas, on n'arrête pas, la machine. Et dès le soir du second tour des régionales, la direction du PCR a relancé la mobilisation : « …le sentiment le plus fort qui animait les militants comme les candidats de l'Alliance était la détermination à poursuivre la bataille. Sans oublier la lourde responsabilité des dirigeants socialistes qui ont trahi et poignardé les Réunionnais en refusant l'union avec l'Alliance » (*Témoignages 22 mars 2010)*. Le titre de l'éditorial du journal communiste exprime cette détermination « Le combat des Réunionnais continue plus que jamais ». Au-delà de la classique rhétorique pour dépasser l'échec, les déceptions…il faut fixer les nouveaux objectifs. Et dans l'œil politique se fixent les scrutins cantonaux de mars 2011. Une année dans le calendrier politique c'est demain. Avant d'entrer dans le second semestre de l'année, l'opposition au Conseil Régional dénonce « les démolisseurs », « le sabotage » de l'économie réunionnaise, et les premières décisions du nouvel exécutif régional (arrête du Tram-Train, de la MCUR). Et pendant l'hiver austral, de manière feutrée, mais non imperceptible, les partis se sont encore davantage apprêtés. Sur la ligne du temps politique de 2011 : cantonales, sénatoriales. Comme toujours en bonne politique : rien n'est coupé de rien, chaque consultation se relie et forme un ensemble, anticipation et structuration font bon ménage. Dès la mi-septembre, l'état de l'art est exposé dans tous les journaux (presse, internet). Les cantonales sont à portée de vue.

1. Acte 1 de l'année politique : les cantonales

Dans la pré-campagne des cantonales, les regards se tournent en premier lieu vers la présidente. Nassimah Dindar occupe une position singulière dans le paysage politique du département. En peu de temps, elle s'est imposée comme une figure centrale, pour ne pas écrire principale, dans la future consultation de mars 2011. Rappelons, en quelques lignes, ce parcours. Elue à la présidence du conseil général par une majorité d'élus de droite en mars 2004, elle soutient logiquement la candidature de Nicolas Sarkozy dès la venue du futur candidat à la présidentielle les 29 et 30 septembre 2005. Au sein de l'UMP, elle s'installe comme une figure montante, devient la déléguée générale à la diversité dans le bureau national de ce parti. Dans cette même ligne, après le succès de son candidat à la présidentielle, elle franchit une étape supplémentaire dans son itinéraire au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire avec une nomination comme conseillère politique auprès du Nicolas Sarkozy. Elle se retrouve dans les marges du cœur du dispositif présidentiel, proche des leaders nationaux. Toute cette construction interne s'écroule avec les cantonales de mars 2008. Le renouvellement du conseil général donne encore à la droite une majorité d'édiles. Une majorité mais pas une cohésion. Les droites majoritaires mais fractionnées, voire bien brouillée. Les photographies de la presse signe ces dissensions. L'écart, les contrastes, se lisent sur ces clichés de réunions où le discours du « non dits » écrase tout et en premier la confiance. La déloyauté s'instille, s'installe, domine puis déborde tous les contacts internes. En quelques jours, les droites s'éparpillent. Les titres de la presse ne portent que sur ce devenir politique d'un groupe et d'une présidence à portée de mains. Encore faut-il que toutes les mains construisent un même groupe. Erreur, le nom de Jean-Louis Lagourgue rassemble mais n'unit pas tous les élus. Cette petite faille sera la clé du succès de Nassimah Dindar. Elle dialogue, échange, désormais avec la gauche. Un peu de Droite sociale, de MODEM et beaucoup de communistes et de socialistes…voilà le nouveau visage de l'exécutif de mars 2008 à La Réunion.

Paul Vergès envoye un texte de félicitations quelques minutes après la concrétisation des accords passé. « La finalité, n'est-ce pas pourtant l'unité du peuple réunionnais ?C'est ce message d'unité que les Réunionnais ont mis en avant lors des élections en obligeant les partis politiques à mettre de côté leurs étiquettes et à travailler ensemble pour relever les défis » (Témoignages, 3 avril 2008).

La chronologie est connue : Une séance d'investiture sans le quorum, puis une victoire de Nassimah Dindar face à Jean Louis Lagourgue. Le secrétaire d'Etat, Yves Jeggo, a-t-il appuyé la démarche de conseillère générale de St Denis, veut-il garder la présidence à l'UMP même si le mouvement est minoritaire dans la prochaine recomposition. Tout s'accélère et tout éclate !! L'UMP se propose de devenir Objectif Réunion, de sauvegarder les intérêts réunionnais contre les interventions parisiennes. Là encore un habituel mano à mano sur le refrain des relations (distance/proximité) avec le parti national. Paris ne peut défaire la volonté des élus des droites réunionnaises. Mais, les jeux sont déjà engagés. Trois ans après, Nassimah Dindar peut afficher pour le moins un bon bilan de stratège politique. Par delà les coups de tactiques, la tempête du grave dossier de l'ARAST, elle maintient le cap et arrive à bon port en ce début d'année 2011 avec une belle côte de popularité dans la dernière parution de sondages. Présidence du département depuis 7 années, elle prend place dans le trio de la longévité politique à la tête du Palais de la source.

Le devenir de cette nouvelle majorité ? Peu d'observateurs l'annonçaient comme une solide configuration. Tout l'art, du politique, de Mme Dindar, a précisément été de voguer pendant trois années entre les écueils, les pressions. Membre de l'UMP, elle organise la gauche, fixe les socialistes, les communistes et une part des centristes. Et sur les trois années de son mandat, elle parvient à soutenir la candidature de Didier Robert aux régionales de mars 2010. Dans le second tour, où le leader des droites réunionnaises affronte Paul Vergès et Michel Vergoz, la présidente du conseil général rejoint officiellement le camp.

Alors à neuf mois du rendez vous des cantonales, the magic word est « clarification ». Il faut clarifier la position de la présidente parce que les

enjeux de 2011, et plus encore de 2012 (sans évoquer les yeux fixés sur les municipales de 2014) exigent une expertise, un filtrage, des intentions, des positionnements. Il s'agit sans façon d'interroger Mme Dindar sur ces orientations à venir (pour ou contre Nicolas Sarkozy, pour ou contre François Larcher, adroite ou à gauche ?). Certes, ses réponses vont montrer une évolution et une confirmation d'une volonté de maintenir ses accords tripartite, de prolonger pour trois ans la majorité sortante et d'éviter précisément les tensions de mars 2008. Elle compte aussi interroger ses partenaires car elle a acquis sur ses mois de présidente une notoriété et un capital confiance dans l'opinion. Ses multiples déplacements sur le terrain, son style direct lors des rencontres avec la population, passent bien. C'est la meilleure des communications. Elle s'appelle multiplication des présences, mains serrées, embrassades, échanges au quotidien…ne pas s'enfermer dans les étages supérieurs d'une institution mais se rendre dans les quartiers. L'addition de ces rencontres crée avec la dureté un lien qu'aucune campagne ne peut remplacer. Alors à la clarification, Nassimah Dindar répond par l'exigence d'une fidélité des partis, en fait essentiellement du PCR et surtout du PS. La confrontation des législatives, des municipales se portent sur l'agenda 2012, 2014. Ici et maintenant c'est mars 2011.

Que veulent les droites ?

Victorieuse lors des régionales, les formations, et les dirigeants, des droites réunionnaises sont plus qu'occupées à organiser la nouvelle direction de la Pyramide inversée. Il ne suffit pas de l'emporter, il faut mettre en application un programme, et une feuille de route, clairement définis par Didier Robert dans son discours d'investiture le 26 mars 2010. Et dans cette pré-campagne des cantonales, la priorité et le temps sont davantage concentrés sur la Région que sur une possible conquête. Dans leur stratégie de renouvellement, de passage de générations, de « nouveaux talents » politiques, les droites doivent bien reconnaître que l'obstacle cantonal n'est pas aisé. Ces élections sont par essence des scrutins de notables, des confirmations d'ancrage, des votes où le poids du sortant, de l'élu de terrain, composent une large part des succès. Soit

vous inversez votre discours de ruptures, soit vous devez vous préparer à quelques désillusions. Pour le dire simplement on ne part pas à la réussite sur des bastions de l'opposition sans avoir essarter le terrain du canton, sans avoir essuyé auparavant des échecs électoraux. Dans l'étude du politique, l'analyse des échecs lors de consultations est un des plus précieux indicateurs dans le parcours des hommes et des femmes qui composent la société politique. Si la dynamique des régionales souffle encore, elle ne peut être appréciée, ou évaluée, comme une onde porteuse dans les 25 cantons. Il faudrait reprendre la campagne, relancer ce bus des régionales à l'échelle de chaque consultation cantonale avec des élus confirmés, adjuvants d'un personnel politique moins connu. Et là encore, le temps manque. L'heure n'est plus à la campagne mais à la gestion de dossiers qui impliquent principalement de déplacements vers les ministères que les écarts des cantons. Bref, la droite part en difficile position. Et les articles de la presse le signalent dès octobre. Les chiffres ne lui sont pas favorables. Idriss Issa titre déjà « Des cantonales jouées d'avance » et surtout apporte le détail des rapports de force dans les cantons renouvelables. Les droites sont à la peine.

Certes les législatives, les municipales, les régionales ne fonctionnent pas avec d' identiques logiques, cependant les données traduisent un tel retard que les droites doivent bien considérer la donne comme un réel handicap. Et, peut-on se risquer à interroger les intentions et au-delà des discours, la détermination à conquérir le Conseil général ? Est ce un objectif, véritable, attesté, pour l'UMP de La Réunion. Non que le pouvoir départemental ne soit pas dans la programmation, mais l'heure n'est-elle pas à une opposition entre les deux instances plutôt qu'à une concordance des exécutifs. Et qui serait ce Président de droite au Palais de la Source? Un concurrent dans le leadership de la droite ? La maturation et les ruptures dans le personnel politique pour achever la phase d'une génération et ouvrir une nouvelle page n'imposent-elles pas l'échec honorable ? Les enjeux de moment politique, la vision sur la décennie, l'œil sur le prochain Conseil territorial n'obligent-ils point à un temps de formation, d'attente avant que les défis d'une génération politique s'engage dans les futures échéances ? L'avenir politique commande peut-être de ne pas

se presser, de ne pas acquérir sous peine de s'étouffer, de s'épuiser, alors que le temps peut largement jouer pour vous.

L'obligation des gauches à s'unir…

Il est peu probable (plus euphémisé on ne peut !) que la direction, les militants, communistes aient jeté la rancune à la rivière après l'échec des régionales et les mises en accusation portées contre la direction socialiste, et la tête de la liste PS, Michel Vergoz. La lecture du quotidien *Témoignages* confirmerait cette approche. Les éditoriaux y fixent le responsable de l'échec : la division portée par le Parti socialiste. Les mots sont là pour le dire (« La décision prise par le dirigeant socialiste d'empêcher l'union suit donc la logique qui guide Michel Vergoz depuis près de 20 ans… une logique qui, en imposant la triangulaire, divise les forces de progrès face à une Droite ultra plus agressive que jamais. *Témoignages,* 18 mars 2010). Toutes les réfutations des dirigeants socialistes n'y font rien. La mémoire politique existe bien. Les régionales de 2010 ? Pour le PCR, elles ont stoppé une dynamique régionale de près deux décennies et la perspective d'un essor continu. Pour le PS, elles se lisent comme une respiration, une voie ré-ouverte pour son propre déploiement. Alléguez que tout cela s'efface apparaîtrait comme une dérisoire dissimulation des confrontations à venir. Mais l'heure n'est pas à l'explication des aversions. Il faut graduellement, mais en moins d'une année, retrouver la donne majoritaire née en mars 2008. Ensemble, PS et PCR, travaillent au sein d'une même coalition. Et l'élection prochaine vient juste dans cette intermédiarité entre les régionales passées et la présidentielle, les législatives, futures. Certes, le futur vient souvent de loin. Toutefois, la stratégie des combats électoraux à venir conduit à tourner des pages sans en effacer les réminiscences. L'heure est à l'union retrouvée pour l'instant électoral. Chacun se souvient de l'expression « l'Union est un combat » qui avait pris la forme d'un titre écrit par Etienne Fajon, dirigeant, député communiste et directeur de *L'Humanité.* Cet ouvrage réunissait des textes de Maurice Thorez, Waldeck Rochet, Georges Marchais et une étude de l'auteur en mai 1975. L'ensemble posait la question des relations plus que conflictuelles avec les socialistes et les conditions de la construction

unitaire de la gauche. Le combat de la gauche réunionnaise existe toujours. Il est même dans une phase particulière. Après des années de domination du PCR, domination idéologique, électorale, les socialistes regagnent des positions (municipales, législatives). Ces derniers espèrent bien que l'étape électorale de 2012 sera doublement un succès (national et régional) avec un renforcement de leur implantation dans les désormais sept circonscriptions législatives. Dans cette histoire immédiate de la gauche réunionnaise se jouent dans les mois prochains un indéniable combat politique. Les cantonales à venir participent à cette compétition partisane où se croisent des conceptions et des projets. S'évaluent les influences respectives à l'échelle des cantons qui ne sont pas sans effets sur les équilibres à venir. S'expriment encore les délicats passages d'une génération à l'autre, des transitions au sein des partis et du personnel politique. Succession de rendez-vous cruciaux, des sénatoriales aux législatives, qui vont redessiner le paysage politique. Il s'agit des hommes et des femmes, de l'organisation des partis, des réseaux, du poids des idées….En février 2011 se concrétisent ce moment d'unité, ce qui ne veut pas enlever les vigilances, entre les deux formations. Le protocole affirme la valeur d'un désistement républicain entre les deux tours. Rejet des agressions lors des campagnes du premier tour et « seul le candidat présenté ou soutenu par le PCR ou le PS ayant fait le plus de voix au premier tour, est maintenu en lice pour le second tour et bénéficie du soutien actif du PCR et du PS ». Un texte, deux signatures (Gilbert Annette, Elie Hoarau), des photographies et des personnalités. Et derrière les clichés que de mémoires et d'anecdotes sur les relations passées entre les dirigeants. Un « mariage de raison » souligne Jismy Ramoudou. Et dans l'accord une phrase fixant la ligne de démarcation pour la future équipe majoritaire : « la politique anti-sociale du gouvernement ». Tout est bien rédigé. En se retrouvant la gauche ramène aussi les élus (Modem, droite sociale) qui autour de Nassimah Dindar s'oppose de plus en plus explicitement à la « casse sociale ». Cette dernière expression devient le point de ralliement d'une coalition à redessiner. Personne n'y perd son pôle. Le PS affirme sa volonté de réunir les progressistes, le PCR reste dans son exigence d'un rassemblement le plus large possible. Deux signatures qui invite à un tripartisme dans la majorité future du Conseil général. Ce protocole ne brise

rien, au contraire il ouvre le temps de la prolongation des ententes du 1er avril 2008. En réponse, Nassimah Dindar se situe dans la clarification évoquée en septembre. Elle adopte même le langage qui plaît à la gauche et use à chacune de ses interventions du vocabulaire attendu, apprécié lorsqu'elle parle désormais « du camp du progrès ». En témoigna, le message sans ambiguïté adressé au début de la campagne, le 18 février, en soutien Rolland Robert, maire communiste de La Possession: « Notre majorité a travaillé et elle a un bilan à présenter à la population réunionnaise. Notre majorité veut aller encore plus loin lors de ce prochain mandat parce que l'on sait bien qu'il y a encore beaucoup de désespérance, que beaucoup d'entre vous n'ont pas encore trouvé de travail, que d'autres attendent un logement, que des travailleurs ont du mal à s'en sortir à la fin de chaque mois, que des femmes et des hommes de La Possession portent encore des espoirs sur une vie meilleure pour eux et pour leur famille. Je suis déterminée à rester dans le camp du progrès et je vous demande de porter massivement notre collègue Roland Robert à une large victoire ».

La boucle est bouclée, les trois éléments de la majorité sortante peuvent partir en confiance sur le terrain des cantons.

Pour la consultation des 20 et 27 mars, 158 candidatures sous la forme d'un couple électorale avec le plus souvent les hommes en première position et les femmes comme suppléantes. Dès le premier tour, la gauche sort confortée et les ballottages s'annoncent aussi favorables pour un renforcement des positions de la majorité sortante. A l'évidence le poids des maires demeure un élément structurant des votes cantonaux. Il en est ainsi dans les petites communes avec un seul canton où le maire qui est aussi conseiller l'emporte dès le premier tour (Salazie, Cilaos, Etang Salé, Les Avirons…). Mais, la forte abstention dans les cantons (souvent supérieure à 50%) impose des ballottages techniques puisque le candidat arrivé en première position dépasse la barre des 50% des exprimés mais reste en deça des 25% des inscrits exigés pour être élu. Globalement l'abstention domine tous les commentaires par le reflux du corps électoral qu'elle signe. Défiance, désintérêt, distance…vis à vis de la société politique. En additionnant abstentions et votes

blancs, ce sont 170.000 inscrits soit 53% de la population en âge de voter. Après ce premier tour, le paysage politique réunionnais fixe quelques chiffres de grandeur sur les rapports entre partis. Le PCR demeure le premier mouvement politique avec 29% des exprimés. Les droites et le centre réunis sous la bannière « Réunion en confiance » font un score de 25%. Le PS, qui n'a pas présenté de candidats dans tous les cantons, atteint 20%. La dynamique des cantonales, inversement à celle des régionales, est en faveur de la gauche et de la présidente sortante. Les désistements permettent d'amplifier les succès du premier tour. Le 27 mars, la majorité sortante compte désormais 33 sièges. Parmi ces scrutins de ballottage, les surprises viennent du succès de Patrick Mallet (Réunion en confiance) sur le communiste Yvon Bello, du bon score de l'écologiste Vanessa Miranville face au maire sortant Roland Robert et du retour dans la vie politique d'anciens élus (André Thien Ah Koon, Joseph Sinimale). Autour de Nassimah Dindar se constitue un groupe de 11 personnalités venues de la droite, du centre droit et du Modem, qui prend nom de Modérés ou démocrates sociaux. Les 33 élus se divisent donc en trois tiers (PCR, PS, Modérés) de 11 élus. Et le troisième tour qui avait été l'objet de nombreuses supputations se déroule sans surprise lors du vote (jeudi 31 mars). La présidence revient à Nassimah Dindar pour un troisième mandat.

Il faut aussi noter le renouvellement du personnel politique. Douze conseillers, non présents en 2008, siègent désormais au sein du Palais de la Source. Mais le nombre de femmes ne change pas. Cinq conseillères en 2008, Cinq en 2011. Et si la présidence confirme le poids politique de N.Dindar, toutes les vice-présidences se conjuguent au masculin.

Tableau : Le conseil général de La Réunion élu en mars 2011.

Groupes représentés :

PCR/Alliance : 11 élus

PS : 11 élus

Modérés/Centre : 11 élus

UMP-Nouveau Centre-Objectif Réunion : 16 élus

2. Acte II de l'année : les sénatoriales.

Le scrutin sénatorial se définit par son mode de scrutin et son corps électoral. Peu d'électeurs/électrices issus principalement des conseils municipaux et une machine raffinée pour la désignation des élus. Depuis le retour du Sénat avec la Cinquième République (et le premier vote de 1959), cette consultation s'est placée en marge des grands rendez vous nationaux. Scrutin essentiel parce que formant la composition d'une Haute Assemblée, mais si peu goûté par l'immense majorité de l'opinion qui observe au mieux, voire reste dans la pleine indifférence. Bataille des leaders pour une position enviée dans la carrière. Le Sénat a longtemps été une place pour une fin d'itinéraire, une impasse méritée avec quelques grands moments de débats. Aujourd'hui le Palais du Luxembourg a vu l'entrée d'une nouvelle génération d'élus qui considèrent ce lieu comme une assise parlementaire offrant une manière distincte d'aborder les textes législatifs et d'associer un ancrage local. Dans le registre des scrutins, l'élection sénatoriale (tous les 9 ans, et désormais tous les 6 ans) s'impose comme la résultante de l'état des forces dans chaque département. L'impact des scrutins municipaux donne au corps électoral une large part de sa physionomie. Mais tout reste à faire lors de la journée de votes. Selon le mode de scrutin, la journée dominicale se compose d'un ou deux tours. En 2011, l'île de La Réunion avec dorénavant 4 sénateurs intègre le cercle des départements (18 pour ce mois de septembre) qui voteront avec une

proportionnelle à la plus forte moyenne sur un seul tour de scrutin (« Dans les départements où sont élus quatre sénateurs ou plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel » article L 295 du Code électoral). Reste l'essentiel, les sénatoriales réunionnaises ont le plus souvent rimées avec un S comme secrets et surprises. Ce 25 septembre 2011, le dépouillement suscite encore étonnements et questionnements sur l'expression des « grands électeurs ».

Avec les sénatoriales, nous devrions avoir l'exacte traduction des rapports politiques depuis trois années. Le scrutin sénatorial cela devrait être de la simple physique entendons par cela qu'il a fonction à dégager la force unique (droite/gauche) résultant de la composition des instances (municipalités, conseil régional, conseil général). Et au regard des secrets, surprises, largement évoqués dans les articles précédents, il est bien utile d'avoir le conditionnel pour signifier que cette force principale à la sortie des urnes peut exprimer des écarts. Les présentes sénatoriales viennent clore la phase électorale de 2008 à 2011. Les 1211 délégués forment un groupe issu essentiellement des municipales de 2008 et dans une moindre mesure des régionales (2010), des cantonales (2011). Rappelons que lors des municipales de mars 2008, la « vague rose-rouge » réunionnaise bouscule le panorama des communes. Et cela se produit dans un mouvement national. Le corps électoral est à l'unisson de l'hexagone. Nous précisons ce point afin de signifier que contrairement à quelques clichés qui ont la vie dure, le département de La Réunion ne vote pas à « contre courant » de la France.

En ce mois de mars 2008, le PCR peut estimer à 9 le nombre des mairies qui lui sont favorables. Les socialistes comptent 5 villes, les droites 8. Et deux hôtels de ville peuvent être difficilement classés entre centre et droite (Entre-Deux, Ste Rose).

A ce moment, les communistes disposent de gros bataillons de délégués pour la prochaine consultation sénatoriale. Avec les gains à St Paul, St André, St Louis, Trois Bassins…qui s'ajoutent aux bastions du PCR, le total les place en tête. Les socialistes apprécient par avance l'apport de St Denis comme le plus

important réservoir de « grands électeurs ». L'UMP comptent sur St Pierre, Le Tampon…Les droites réunionnaises verront avec le succès régionales (mars 2010) un apport de suffrages mais d'une moindre puissance que la masse des délégués venant des municipales. Quant aux cantonales, elles assurent une répartition plus favorable aux gauches….

Ce matin du 25 septembre 2011, l'ensemble des 1211 électeurs sénatoriaux dessine une force politique tirant vers la gauche. La liste du PCR devrait faire la course en tête en passant largement la barre des 450 avec l'appui annoncé des Modérés du centre, celle de l'UMP peut réunir au-delà de ses limites mais se situe en deça des 400, la liste PS est portée par 280 élus…la seule grande inconnue de l'équation sénatoriale se nomme Jean Paul Virapoullé. Sa candidature n'a pas reçu le soutien officiel de l'UMP, il se situe entre la suspension et sa propre mise à l'écart. Mais son positionnement (droite-centre droit) handicape davantage la liste de Michel Fontaine. Chacun reconnaissant que le mode de scrutin de la proportionnelle avec plus forte moyenne ne supporte pas la division. La liste dissidente dans son camp c'est l'impossibilité de gagner ce quatrième siège. Tout ces calculs seront explosés.

Les urnes livrent dès les premières centaines de bulletins un ordre qui ne se démentira pas jusqu'à la dernière enveloppe. La division éclate là où elle n'était pas attendue, ou pour le moins pas à ce point. Certes, les tensions, les animosités entre Huguette Bello, Eric Fruteau et la direction du PCR ont fissuré l'unité communiste. Relisons le septième Congrès de décembre du PCR (3-5 décembre). Le thème central était l'union et la solidarité interne. Sur son blog Pierre Vergès souligne alors « Appeler à la solidarité entre Réunionnais exige, à l'évidence, que cette solidarité s'applique entre les camarades communistes ». Ce parti uni magnifié se retrouve neuf mois sonné par le vote de ses propres adhérents, militants, élus. Les urnes dessinent des fractures. Avec seulement 296 soit à peine seize suffrages de plus d'un PS, qui offre l'image d'une organisation rassemblée, la liste conduite par Paul Vergès subit pour le moins un revers. Les chiffres peuvent être bougés en tout sens. Un électeur sur trois du PCR soit environ 150 élus a refusé d'exprimer un accord, une fidélité, au leader communiste. A cela s'ajoute le questionnement du groupe centriste avec Nassimah Dindar, Thierry Robert…Si le

MoDem s'est reporté même partiellement, il faut alors considérer les défaillances au sein du PCR comme encore plus nombreuses. L'essentiel, au-delà des chiffres révélateurs d'une expression-sanction, c'est l'alliance composée sur cette liste qui n'a pas fonctionné. Le cheminement souterrain des bulletins, dans un désordre bien organisé puisqu'il n'a pas été jusqu'à permettre au PS de passer devant, se lit comme une volonté partagée de sanctionner la tête de la liste. En 2010, il y a eu une tendance "tout sauf Paul Vergès". Pourquoi n'est-ce pas Gélita Hoarau qui a conduit la liste ? Cela aurait changé la donne. Pour de nombreux militants communistes, la présence de monsieur Dennemont n'est pas acceptée. Pas plus que celle d'André Thien-Ah-Koon sur la liste du second tour des régionales. Trop d'incohérence, de contradiction avec une ligne de gauche. Question à l'esprit ; Et si Michel Dennemont avait été élu sénateur, voterait-il pour un candidat PS ou Gérard Larcher ?

Lors de sénatoriales où le PCR avait l'habitude d'offrir l'image d'un parti soudé, rassemblé, faisant bloc, il donne le spectacle des fractions. Le coup est donné….dans les urnes. Il signe le refus d'une fidélité, d'une loyauté alors que tout ce qui faisait le Parti communiste était la discipline. C'est un revers cuisant. En mars 2010, donné par les électeurs, en septembre 2011 venu de l'intérieur. Le soir devant les caméras de Réunion-Première, Paul Vergès annonce sa démission. Homme de stratégie, de tactique, il sait lire ces données si inattendues. Une colère rentrée et il se dit qu'à 86 ans, il ne maîtrise plus son parti. Le leader vient de recevoir une lettre de licenciement. C'est une blessure et un vote qui fragilise sa stature auprès des partis nationaux (PS, PCF, Front de Gauche…). Sa parole a été démonétisée par un vote venant de l'intérieur même de son parti. Il faudra donner un peu de temps au temps pour que le leader du PCR reconsidère cet empressement à réagir au mauvais résultat sorti des urnes des délégués sénatoriaux. Finalement, il sera présent comme sénateur et doyen d'âge lors de la séance d'ouverture du Sénat le 1er octobre avec l'élection d'un socialiste (Jean Pierre Bel) à sa présidence, marquant ainsi une alternance au Palais du Luxembourg.

Sans conclure….

Ces deux moments électoraux marquent la fin d'une phase de la vie politique réunionnaise (2008-2011). Le tableau n'est plus aussi contrasté. Le centre tente de s'imposer autour d'une fédération centriste (Nassimah Dindar, Thierry Robert) en vue des législatives. Le PS fête une belle année avec les succès cantonaux et sénatoriaux. Il a retrouvé au Sénat un siège perdu en 1992. Les droites sont parvenues à réaliser une union électorale qui a permis de conserver un groupe de 16 élus au Conseil général et surtout de réussir au-delà des potentialités une double élection aux sénatoriales. Dans cet ensemble, le PCR apparaît en posture difficile plus d'ailleurs par sa situation interne que par son poids dans les urnes. Il demeurait lors des cantonales le premier parti de l'île. Pourtant ses divisions lui ont coûté un siège au Palais du Luxembourg. A l'heure de la préparation de la période décisive entre la présidentielle et les législatives, la direction communiste a fait de cette réorganisation et du respect des décisions de ses deux derniers congrès un thème de son action sur les dernières semaines de 2011.

Dans ce moment de conclusions, il importe aussi de souligner un phénomène structurel de la vie politique réunionnaise (et nationale). Depuis trois années, chaque élection vient confirmer la part grandissante de l'abstention, voire du nombre de bulletins blancs et nuls. Les chiffres traduisent une prise de distance de l'électorat. Pour reprendre des termes d'un marché électoral, l'offre ne correspond pas à l'horizon d'attentes d'une fraction de la population. Fraction ? Une part en progression d'homme et de femmes qui atteint 70% en juin 2009 aux européennes. Quelle représentativité pour les élus ? Et pour les autres ? Aux régionales, ce sont 57% des inscrits qui ne vont pas couler un bulletin et refuse de choisir parmi douze listes. Et la comparaison avec les précédentes régionales (2004) renseigne sur un mouvement en constante augmentation. Nous passons de 172.354 abstentions à 301.211 soit un accroissement de 74% alors que le corps électoral progresse de 18,7%. Terrible constat étayé par toutes les données. Avec les cantonales dans les 25 cantons, ce sont 54,3% des inscrits qui n'entrent pas des bureaux de votes. Ce phénomène lie rejet et sanction. L'opinion publique fait entendre sa récusation

d'un fonctionnement, des pratiques partisanes. Doit-on aussi interpeler et insister en notant la part des bulletins nuls et blancs ? D'autres études doivent venir examiner, et confirmer, ce cheminement qui conduit l'électeur du vote à l'abstention en passant par le geste d'un vote blanc-nul. En 2009, cette expression atteint 10% des exprimés. Elle se maintient autour de la barre des 7% aux cantonales avec des pointes dans plusieurs cantons. En affinant l'approche, il faut lister de nombreux bureaux de vote avec des pourcentages de bulletins nuls-blancs supérieurs à 15% des exprimés.

Le reflux du corps électoral réunionnais interroge. Ce retrait induit des effets lors des dépouillements. Il ne suffit pas d'avoir à l'esprit les contrecoups de ce rétrécissement d'un corps électoral lors du dépouillement. Nonobstant ces dynamiques portées par des sous-mobilisations, l'abstention questionne les partis sur l'évaluation de leurs discours. Les forces politiques peuvent-ils répondre efficacement aux graves problèmes économiques et sociaux de l'île de La Réunion ? L'abstention massive trace une ligne de rupture avec la politique comme seul jeu d'accès au pouvoir.

Yvan Combeau

Professeur d'histoire contemporaine

Université de La Réunion